



### POUR UNE AUTRE ECOLE, DANS UNE SOCIETE PLUS JUSTE

#### UNE FSU-A L'OFFENSIVE

*UA&St est la tendance majoritaire de la FSU-SNUipp et de la FSU. Ouverte à toutes et tous, elle veut faire du syndicat l'outil de la profession.*

*C'est pour cela qu'UA&St promeut un syndicalisme au plus près du terrain, un syndicalisme qui s'appuie sur le débat et la construction collective afin de créer les mobilisations permettant un rapport de force majoritaire.*

#### POUR UN SERVICE PUBLIC D'ÉDUCATION DE QUALITÉ

Malgré un semblant de changement sur la forme, le nouveau ministre n'a pas changé de cap concernant la politique éducative. Resserrement sur les « fondamentaux » et pilotage par les évaluations standardisées restent les mantras d'une politique qui en guise de formation veut imposer des catalogues de « bonnes pratiques ». "L'école du futur" prônée par E. Macron introduit une logique de concurrence loin de la nécessaire égalité des droits.

Au congrès de Mulhouse, la FSU-SNUipp s'est dotée d'un mandat fort afin de créer les espaces de débat pour reprendre la main sur le métier. UA&St fait le pari du renforcement de la professionnalité enseignante, en redonnant confiance aux collègues dans leur expertise. Pour UA&St, le travail en équipe et une véritable formation sont indispensables. Nos missions, d'une complexité croissante, doivent s'exercer en confiance et en toute Sérénité.

Cela nécessite d'améliorer le fonctionnement de l'école et de donner les moyens aux directrices et directeurs d'exercer leur fonction.

#### Sans attendre, il faut :

- diminuer les effectifs dans toutes les classes, parmi les plus élevés d'Europe
- garder la spécificité de l'école maternelle
- rétablir et créer les postes de RASED
- rétablir et généraliser le « plus de maîtres que de classes » et la scolarisation des moins de 3 ans
- réussir la scolarisation de tous les élèves à "besoins éducatifs particuliers", avec des moyens humains et structurels en nombre suffisant. L'inclusion ne doit pas se traduire par des souffrances pour les élèves, les PE et les AESH.
- consolider l'éducation prioritaire
- préserver l'école rurale

#### AVEC DES PERSONNELS MIEUX RECONNUS

Il est urgent de rendre le métier de PE attractif ce qui passe notamment par des salaires revalorisés, inscrits dans un véritable déroulement de carrière. La pétition « 300 euros » a permis d'établir un premier rapport de force majoritaire.

Revalorisation indiciaire, élargissement de l'accès à la HC et à la classe Ex, triplement de l'ISAE, carrières plus fluides, autant d'avancées auxquelles UA&ST a grandement contribué. Mais l'objectif reste bien une revalorisation sans contrepartie à hauteur des standards européens. Il faut réduire le temps d'enseignement, rémunérer le travail invisible et mettre fin aux inégalités femmes/hommes.

Alors que la précarité se développe, il est urgent de stopper le recours aux contractuels et d'obtenir un vrai statut pour les AESH.

Le pouvoir d'achat des retraité-es doit également être amélioré. Une vie décente passe par la prise en charge solidaire de la perte d'autonomie et la dépendance **UA&St s'implique totalement contre le projet de réforme des retraites, projet injuste et brutal qui augmenterait notamment les inégalités femmes/hommes et pèserait davantage sur les plus précaires.**

#### DANS UNE SOCIETE PLUS JUSTE

Pour UA&St, il est essentiel que la FSU-SNUipp prenne toute sa place dans les questions sociales et écologiques, dans toutes les actions de solidarité, de défense des droits humains, de ceux des enfants et des migrant-es notamment.

La banalisation des idées d'extrême droite doit être combattue en poursuivant notre engagement pour une société basée sur des valeurs de liberté, de solidarité, d'égalité. Le SNUipp mène ce combat avec la FSU en s'inscrivant pleinement dans les mobilisations en cours.

**A Unité Action & ST, notre engagement est guidé par la nécessité de donner confiance dans l'action collective construite avec la profession, avec des revendications lisibles, qui constituent un projet ambitieux.**

#### les élu-es Unité et Action et Sans Tendance de l'équipe nationale

Guislain DAVID, Nicolas WALLET, Claire BILLES, Alexandra BOJANIC, Serge BONTOUX, Franck BROCK, Pauline CANER, Nolwenn CLARK, Magdalena CONCA, Natacha DELAHAYE, Lauriane DELAPORTE, Marie DENIS, Alessandra DIAKHATE, Julien FERNANDEZ, Aurélie GAGNIER-BOIVIN, Sophie GRENON, Pascal HOUDU, Betty JEAN DIT TEYSSIER, Gaël LAUNAY, Joëlle NOLLER, Nina PALACIO, Mayalen PEREZ, Thomas PIN, Julien POIRIER, Greg RAYNAL, Virginie PRIVAT, Nelly RIZZO, Rachel SCHNEIDER

#### Liste soutenue en Dordogne par :

*Sabine Loubiat-Fouchier*

*Alain Barry*

*Philippe Le Guillou*

*Jean-Luc Marchive*

*Annick Thomasson*

*Jean-Claude et Nicole Marty*

## Pour un syndicalisme offensif et fédérateur avec l'École Émancipée

Les gouvernements Macron s'obstinent dans un libéralisme destructeur. Ils multiplient les cadeaux aux plus riches, démantèlent les solidarités, accroissent la précarité et creusent les inégalités sociales. La multiplication des crises – sociale, économique, géopolitique, démocratique, sanitaire ou écologique – n'arrête pas la course aux profits. Ces politiques exacerbent les clivages de classe, de genre, de race, participant à la montée de l'extrême-droite désormais aux portes du pouvoir. L'ampleur de la crise environnementale et climatique nous impose d'autant plus de rompre avec le système qui en est responsable.

Les logiques similaires régissent l'École, creusant des inégalités socialement déterminées et augmentant le caractère ségrégatif du système scolaire. Pap Ndiaye, comme Blanquer – dont l'École Émancipée a porté la démission - applique les mêmes principes destructeurs du libéralisme au Service public d'éducation.

### École comme société, s'engager dans une rupture

Les politiques éducatives articulent manque de moyens et pilotage par les évaluations, assujettissement des métiers, resserrement sur les « fondamentaux », renforcement des hiérarchies et impensés de l'inclusion. Elles inscrivent dans l'agir enseignant des pratiques inégalitaires, renforçant perte de sens et souffrance professionnelle. Il importe que la FSU-SNUipp fasse de l'enjeu pédagogique un objet syndical de premier plan afin que les personnels soient acteurs et actrices d'une transformation émancipatrice de leurs métiers pour démocratiser l'école.

Les logiques managériales dévalorisent les métiers : austérité salariale, déréglementation du cadre éducatif national au profit de contractualisations locales, individualisation de rémunérations au "mérite" instaurant "notion de performance" et concurrence, organisation de la pénurie d'enseignant.es engendrant un recours accru aux contractuel·les et remettant en cause le statut. Ainsi la FSU-SNUipp doit continuer de faire de l'amélioration salariale pour toutes et tous, de la défense des droits des personnels et du statut des AESH ou de l'augmentation des moyens un axe fort de son intervention.

Ces questions s'inscrivent dans des luttes plus globales, qu'elles soient féministes, antiracistes écologiques ou sociales. Les mobilisations, soutenues très majoritairement, contre la réforme des retraites, brutale et injuste, rappellent le rôle fondamental, politique, des syndicats.

### Agir pour unir et transformer le syndicalisme

L'École Émancipée contribue à l'analyse critique des politiques libérales et à l'élaboration d'un projet émancipateur pour l'école et la société. Elle œuvre à ce que notre syndicalisme articule mobilisations et résistances à tous les niveaux, tout en transformant ses pratiques. Elle nourrit les débats, travaille à l'élaboration de synthèses exigeantes et respectueuses dans la FSU-SNUipp et la fédération. Elle défend un syndicalisme au fonctionnement plus horizontal, ancré sur le terrain, à même de recréer des collectifs permettant à tous·tes de s'emparer des métiers, des conditions de travail, des enjeux sociaux. Alors que l'abstention a progressé aux élections professionnelles et que le cadre paritaire a été profondément affaibli, c'est un enjeu syndical essentiel.

Pour l'École Émancipée, il est nécessaire de bâtir sans tarder les bases d'un nouvel outil syndical de transformation sociale et écologique, avec la CGT et Solidaires notamment, mais aussi des liens pérennes avec les forces de transformation sociale, sans exclusive, comme dans l'Alliance écologique et sociale (Plus Jamais Ça).

Il est de la responsabilité de notre syndicalisme d'ouvrir des perspectives sur une autre société, féministe, écologiste, sociale et égalitaire.

**Pour engager la FSU-SNUipp dans un syndicalisme de rupture et porteur d'alternatives pour la société, l'école et ses personnels, votez pour l'orientation défendue par l'École Émancipée !**

### Les élu·es nationaux École Émancipée :

Sophie ABRAHAM, Mathilde BLANCHARD, Pierre CAMINADE, Antoine CHAUVEL, Mallorie COUSSON, Adrien MARTINEZ, Sandrine MONIER, Isabelle NICOLAS, Laurence PONTZEELE, Céline SIERRA, Valérie TAVERNIER, Blandine TURKI

Retrouvez l'actualité et les réflexions de l'école émancipée sur son site:  
<https://ecoleemancipee.org/>

### Liste soutenue en Dordogne par :

*Vincent Perducat  
Sandrine Rougier  
Sophie Wagner-Arquey  
Thibault de La Brosse  
Daniel Castaignède  
Jean Marc Champeaux  
Hervé Mignon  
Kathy Pedeboscq*

# Émancipation

---

Retraites, salaires, métiers,

UN SYNDICALISME POUR CESSER DE SUBIR

---

**Pourquoi voter Émancipation** : voter, c'est choisir l'orientation pour le syndicat la mieux adaptée à la période, permettant de stopper Macron et son petit monde de financiers, patrons et actionnaires... Iels profitent des crises énergétiques, sanitaires, écologiques... là où nous souffrons dans notre travail, notre vie, notre environnement. Émancipation propose une ligne syndicale claire, anticapitaliste, fondée sur les pratiques de luttes efficaces et sur les principes qui fondent le syndicalisme (notamment des premiers syndicats d'instituteur-trices, dont Émancipation et la revue l'Émancipation syndicale et pédagogique se veulent les continatrices), l'unité et la démocratie syndicales, la solidarité, le refus de l'autoritarisme et de la bureaucratie.

L'orientation d'Émancipation est globale, pour une école plus égalitaire et un syndicalisme qui gagne enfin ; mais dans cette période, il importe de privilégier les réponses sur les retraites, les salaires et les conditions de travail :

- **auto-organisation et grève reconductible, deux outils incontournables pour gagner le retrait de la réforme Macron/Borne, la retraite à 60 ans maximum pour tou-tes (avec 37,5 annuités, sans décote) et faciliter les autres luttes.** L'unité syndicale permet des "journées d'action" et de manifestations massives, mais elles ne suffiront pas : il y a besoin d'un plan de lutte à partir de la base qui bloque le fonctionnement économique du pays, et donne du temps pour étendre la grève et organiser des actions.

La reconduction de la grève par des AG unitaires et démocratiques, coordonnées à tous les niveaux, associant les syndicats permet tout cela, comme elle a permis les dernières grandes victoires syndicales (2006, retrait du CPE ; 1995, retrait du plan Juppé déjà sur les retraites ; 1998, 3 000 postes et 43 ZEP pour le 93).

- **contre la paupérisation et la déqualification de nos métiers, unifier par le haut les salaires et les conditions de travail et statutaires** : ni les aumônes salariales ou les primes catégorielles et diviseuses, ni les "contreparties" aggravant les conditions de travail et statutaires ne sont négociables. Cessons de les cautionner dans d'innombrables concertations inutiles et réinvestissons les énergies syndicales pour les revendications les plus unifiantes :

- augmentation substantielle des salaires couvrant l'inflation et les pertes subies (400 € pour tou-tes en points d'indice) ;
- corps unique sans statut de directeur, ni obligations du "pacte enseignant" annoncé par le ministre et que nous devons combattre (notamment les 72 h en collège) ;
- arrêt des recrutements précaires, réemploi et titularisation immédiate des AESH et contractuel-les déjà recruté-es ;
- moyens pour scolariser au mieux tou-tes les élèves : effectifs, dédoublements, renforcement des RASED et de l'ASH pour les difficultés et handicaps. Ce qui passe par une éducation attractive et donc la fin des réformes Blanquer de la formation (un an de plus sans cotisations pour la retraite) et le retour à un concours niveau licence, suivi de deux années de master comme fonctionnaire stagiaire, en formation qualifiante et non bouche-trou, avec des prérecrutements sur le même principe ;
- liberté pédagogique individuelle et collective, souveraineté du conseil des maîtres-ses, pour une école émancipatrice pour tout-es, sans hiérarchie entre les savoirs, ni orientation précoce, formant des esprits libres et critiques, avec des pratiques fondées sur la coopération et non la compétition. Ce sont les meilleures réponses à la caporalisation, aux évaluations généralisées, injonctions, harcèlements, sanctions et répression qui assignent les enseignant-es au simple rôle d'exécutant-es ;
- appels immédiats pour stopper les cadeaux du pouvoir et de collectivités au privé, pour aller vraiment vers la nationalisation laïque de l'enseignement et privé.

*Pour en savoir plus sur l'orientation d'Émancipation sur la laïcité, le féminisme, l'écosyndicalisme, l'internationalisme...*

*philippe.levet@snuipp.fr et [www.emancipation.fr](http://www.emancipation.fr)*

Philippe LEVET  
Élu Émancipation au Secrétariat National

## Front Unique

---

**Pour empêcher l'adoption de la contre-réforme des retraites, les directions des organisations syndicales doivent appeler, de tout urgence et avant la fin du processus parlementaire, à une immense manifestation nationale à l'Assemblée**

---

Suppression de 1 100 postes, fermeture de milliers de classes, loi Rilhac, « Pacte » anti-statut du « travailler plus pour perdre moins », nouvelles évaluations... : un vrai programme de guerre contre l'école et ses enseignants ! Dans ce contexte, l'issue de l'affrontement sur la réforme des retraites sera déterminant.

Les 19 et 31 janvier, les 7 et 11 février, travailleurs et jeunes ont massivement exigé le retrait pur et simple et en totalité de la contre-réforme des retraites MacronBorne.

Malgré ce rejet général, le gouvernement reste pleinement déterminé à faire passer sa réforme. Avec en particulier : le recul à 64 ans de l'âge de départ, l'accélération de l'allongement à 43 ans de la durée de cotisation et la disparition des régimes spéciaux pour les nouveaux recrutés.

Le gouvernement a minutieusement élaboré son plan de bataille.

Il a d'abord obtenu que les représentants syndicaux acceptent une concertation de 3 mois à l'automne alors que les objectifs de la contre-réforme avaient clairement été présentés par Macron.

Le courant Front Unique avait dénoncé alors la participation des représentants syndicaux à cette concertation.

Maintenant le gouvernement Macron-Borne se concentre sur son unique objectif : transformer son projet en loi.

Pour cela, il maîtrise complètement le processus parlementaire en utilisant toutes les ressources antidémocratiques de la Vème

République. La première étape consistait à présenter en séance à l'Assemblée nationale, le projet de réforme, du 6 au 17 février inclus.

C'était donc, particulièrement durant cette période, que les directions syndicales avaient la responsabilité d'organiser une immense manifestation nationale à l'Assemblée pour interdire l'adoption de la réforme des retraites. Seuls, les militants du courant Front Unique ont combattu pour qu'un tel appel ait lieu.

Ils l'ont fait au Conseil national de la FSU, les 24 et 25 janvier. Puis encore au Bureau national de la FSU le 6 février. Mais les dirigeants de notre fédération ont rejeté cette perspective.

Les militants de notre courant sont aussi intervenus, partout où ils le pouvaient, pour obtenir des prises de positions analogues. Ainsi des assemblées de personnels dans des établissements du secondaire ou dans des universités se sont prononcées en ce sens, tout comme le conseil syndical du SNUipp-FSU de l'Hérault.

Mais au lieu de se focaliser sur l'Assemblée et bloquer le processus qui s'y déroule, les dirigeants syndicaux ont multiplié les appels à manifester ailleurs. Ainsi, le 16 février, veille de la fin de l'examen à l'Assemblée, ils ont annoncé qu'ils ne manifesteraient même pas à Paris, mais à Albi !

Les travailleurs ont l'expérience de ces mouvements qui égrènent des journées d'action et de grèves hachées. Ils ont l'habitude de ces appels à manifester partout, sauf là où ça se décide, quand ça se décide.

Ils ont éprouvé en 2003, en 2010 et en 2019, la stratégie des grèves à répétition, dites reconductibles, où chacun décide de faire grève, s'il le veut, quand il le veut, dans des assemblées de moins en moins nombreuses. Et ils ont constaté que cette stratégie conduisait immanquablement à la défaite.

**Pour rendre possible la victoire, c'est une toute autre stratégie qui est nécessaire. Celle du tous ensemble, au même endroit, au bon Moment.**

**Puisque le processus parlementaire devrait s'achever vers le 20 mars, il est encore temps d'appeler à une manifestation nationale à l'Assemblée, avant cette date, pour empêcher l'adoption de la contre-réforme des retraites. C'est la responsabilité des dirigeants syndicaux de lancer un tel appel.**

**Nous appelons les travailleurs à exiger d'eux qu'ils convoquent cette manifestation nationale à l'Assemblée, avant qu'il ne soit trop tard. Soutenez cette orientation en votant *Front Unique* !**

***Pour le courant Front Unique, le 14 février, Denis Dutheil***

# Unité, Revendications, Indépendance Syndicale (URIS)

---

**PRÉPARER ET ORGANISER LA MISE À L'ARRÊT DU PAYS JUSQU'AU RETRAIT DE LA RÉFORME DES RETRAITES  
LES MILLIARDS POUR LES RETRAITES, LES SALAIRES, L'ÉDUCATION ET  
LA SANTÉ. PAS POUR LA GUERRE!  
AUCUNE NEGOCIATION, AUCUNE CONCERTATION AVEC LE  
GOUVERNEMENT TANT QU'IL N'AURA PAS RETIRÉ SON PROJET**

---

Depuis les annonces du gouvernement sur son projet de réforme des retraites, un mouvement puissant de grèves et de manifestations s'est développé dans tout le pays.

Ainsi, le 19 janvier, 70% des enseignant.es du 1<sup>er</sup> degré étaient en grève, épuisé.es par leurs conditions de travail dégradées et rejetant la réforme des retraites du gouvernement d'E.Borne. En 20 ans, un.e enseignant.e du 1er degré devrait donc travailler 9 ans de plus (jusqu'en 2003, un.e instituteur prenait sa retraite à 55 ans !).

Portée par une mobilisation historique, la FSU et les directions de l'ensemble des organisations syndicales se sont toutes prononcées pour le **retrait de la réforme des retraites**. Puis, pour obtenir le retrait, « **la mise à l'arrêt du pays** » le 7 mars.

**« Mettre le pays à l'arrêt » le 7 mars, le 8 mars et les jours suivants**, c'est créer une situation obligeant le gouvernement Macron à retirer sa réforme. Il faut donc **renforcer l'unité des organisations syndicales, des organisations de jeunesse et de tous et toutes les salarié.es** pour le retrait de la réforme.

C'est bien la mobilisation unie des enseignant.es avec tous les salarié.es et toute la population qui contraindra le gouvernement Borne-Macron à retirer sa réforme.

Nous considérons qu'en bas les enseignant.es et tous les personnels trouveront avec la FSU-SNUipp et toutes les organisations, les moyens de « la mise à l'arrêt du pays » en préparant dès aujourd'hui les réunions d'écoles, d'établissements et de services, en constituant les caisses de grève, des réunions de délégué.es d'établissements.

## **Les milliards pour l'école, pas pour la guerre**

Alors que des millions se mobilisent, font grève et descendent dans la rue pour exiger le retrait de la réforme des retraites, le gouvernement se raidit et joue la provocation.

Bruno Le Maire annonce une réduction des dépenses publiques pour « renflouer » les 3000 milliards de dettes publiques. « *La maîtrise des dépenses publiques repose principalement sur des réformes structurelles, la réforme des retraites notamment.* » assure le gouvernement à Bruxelles.

Dans le même temps, Macron porte le budget de la loi de programmation militaire à 413 milliards en 6 ans ! Entre 2017 et 2030, le budget militaire annuel aura doublé !

Le gouvernement a-t-il fait le choix de doubler le budget de l'Éducation entre 2017 et 2030 ?

Bien sûr que non !

► Il supprime 1 167 postes à la rentrée 2023 et se félicite de « compenser » 450 suppressions de postes en mettant 900 PE stagiaires supplémentaires à temps complet dans les classes, au détriment de leurs conditions de formation et de travail.

► Macron et Pap Ndiaye veulent conditionner la légitime augmentation des personnels à des tâches et des missions nouvelles, dans le cadre d'un « Pacte », s'attaquant, une fois de plus à notre statut.

Sur cette question, la FSU-SNUipp, en intersyndicale, exige des mesures salariales sans contrepartie qui concernent tous les collègues, début, milieu et fin de carrière. Elle a raison.

Retraite, revalorisation salariale, sur tous les sujets, le gouvernement organise des simulacres de discussion.

**N'est-il pas temps que la FSU-SNUipp quitte ces réunions et s'adresse aux autres organisations syndicales pour refuser toute concertation et toute discussion avec le gouvernement tant qu'il n'aura pas retiré sa réforme des retraites ?**

**Répétons-le : face à l'intransigeance affichée du gouvernement, la FSU et la FSU-SNUipp n'ont-telle pas la responsabilité de préparer la grève, d'organiser des assemblées dans les écoles, établissements, services pour décider la grève et « mettre le pays à l'arrêt » le 7 mars et jusqu'au retrait ?**

**Sur la base de ces revendications, nous vous invitons à voter pour la liste portée par URIS lors des élections internes de la FSU-SNUipp.**

Géraldine DELAYE geraldine.delaye@aliceadsl.fr, le 13 février 2023

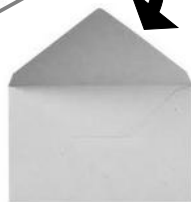


# LES MODALITÉS DE VOTE

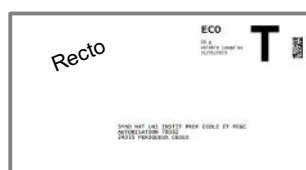
Du 13 mars au 3 avril 2023, chaque syndiqué.e vote

## MODALITES DE VOTE

1. Insérez le bulletin de vote dans l'enveloppe vierge. Il s'agit du vote d'orientation nationale
2. Insérez l'enveloppe dans l'enveloppe Postréponse, complétez au verso de cette enveloppe vos Nom ; Prénom ; Signature
3. Postez l'enveloppe Postréponse



Enveloppe POSTREPONSE



**Date limite du vote**  
**Lundi 3 avril**

*Tenez compte des délais postaux*  
*Votez dès réception du matériel de vote*

**Dépouillement**  
**5 et 6 avril à la section**

« Ce bulletin vous a été envoyé grâce au fichier informatique de la section - Conformément à la loi du 8-01-78, vous pouvez y avoir accès ou faire effacer les informations vous concernant, en vous adressant à SNUipp-FSU 24 Bourse du travail-26 rue Bodin-24029-PÉRIGUEUX CEDEX »

**SNUipp-FSU Dordogne** - Bourse du Travail - 26, rue Bodin - 24029 PÉRIGUEUX CEDEX  
Téléphone : 05 53 08 21 25 - courrier : [snu24@snuipp.fr](mailto:snu24@snuipp.fr) - site : <http://24.snuipp.fr/>  
Permanences : du lundi au vendredi de 9h à 13h et de 14h à 17h  
répondeur téléphonique et courrier électronique hors permanences

ECOLE 24 ♦ SNUipp-FSU Bourse du Travail 26 rue Bodin 24029 PÉRIGUEUX CEDEX ♦ Directeur de publication : Alain Delmon  
Imprimerie Spéciale ECOLE 24 – Périgueux ♦ Trimestriel - le n°: 0.76 € ♦ CPPAP 0924S07419 ♦ ISSN 1241 9214

*Bulletin syndical de la section départementale du SNUipp-FSU Dordogne*